

FAUT-IL COMBLER LA MEDITERRANEE ?

par **Marcel BOITEUX**,

Membre de l'Institut, ancien Président d'EDF

Texte paru dans *Les Echos*, jeudi 9 octobre 2003.

Gérard Mestrallet, le président de Suez, réclamait récemment dans ces colonnes l'installation de véritables autoroutes électriques à travers la Communauté¹. Et Loyola de Palacio, commissaire européen chargé notamment de l'Energie, déclarait le mois dernier qu'il n'y aurait pas de véritable marché européen de l'électricité tant qu'on aurait pas renforcé la capacité des lignes qui traversent les frontières de nos vieux pays.

C'est vrai, c'est évident et on ne peut qu'approuver.

De même qu'on peut affirmer avec conviction qu'il n'y aura pas de véritable marché euro-maghrébin tant qu'on n'aura pas comblé la Méditerranée.

Car si les lignes électriques transfrontières sont tellement insuffisantes, ce n'est pas parce que chaque pays – la France en tout cas – veut vivre à l'abri de ses frontières, mais parce qu'on ne parvient plus à obtenir l'acquiescement des populations à l'installation de ces majestueux ouvrages.

J'étais encore directeur général d'EDF – ce qui fait près de vingt-cinq ans – quand ont commencé les premiers pourparlers, et ont surgi les premières oppositions à la traversée des Pyrénées par une « autoroute électrique ». Depuis lors, toutes les tentatives ont échoué. A défaut, il a été envisagé récemment de renforcer la liaison Perpignan-Barcelone, à l'Est des Pyrénées ; mais, même cette solution de moindre mal semble se heurter aujourd'hui à des oppositions farouches.

Au cours de ces mêmes vingt-cinq ans, on a quand-même réussi à construire un nouvelle ligne vers l'Italie ; mais pas deux.

C'est sans doute regrettable, mais c'est un fait, il est devenu extrêmement difficile de construire de nouvelles lignes à travers les montagnes des Pyrénées ou des Alpes – elles gâchent le paysage – ou à travers les plaines et modestes reliefs qu'on trouve aux frontières Nord de la France, où s'étalent de fortes densités de population. Notre pays, bien que plaque tournante de l'Ouest européen, n'est aujourd'hui lié à ses voisins que par des pédoncules.

Pourtant, dira-t-on, des lignes sont encore installées à l'intérieur de chaque pays. Peu nombreuses quand-même. Et pas facilement. Mais le fait est qu'on y parvient. Pourquoi ? Parce que les populations intéressées, ou leurs représentants, peuvent y voir un intérêt direct. Je me souviens encore de telle cité modeste mais célèbre, dont l'expansion rapide exigeait

¹ Les Echos, jeudi 9 octobre 2003.

impérativement la construction d'une nouvelle ligne. L'opposition dura plusieurs années, jusqu'au moment où le responsable local d'EDF alla rendre visite au maire de la ville pour lui présenter le « plan de délestage » à mettre en vigueur chez ses administrés en cas d'incident sur le réseau, devenu insuffisant, qui alimentait l'agglomération : miracle, les autorisations de passage furent obtenues dans les six mois !

Autrement dit, quand se profile une menace *physique* d'être dans le noir, la ligne passe. Quand c'est seulement pour « *gagner de l'argent* », ce qui est le cas des autoroutes transfrontières, les lignes ne passent plus.

Qu'on construise des lignes souterraines diront les electro-innocents qui ignorent les subtilités de la résonance entre selfs et capacités : les autoroutes à installer à travers les frontières sont des ouvrages à 400.000 volts, dont le parcours souterrain ne peut, en l'état actuel des techniques, excéder utilement quelques kilomètres ; au-delà, l'antirésonance s'établit peu à peu et, à 50 km, plus rien ne passe.

Ainsi l'idée d'un grand marché de l'électricité étendu à l'échelle de l'Europe est-elle largement illusoire. Au surplus, l'électricité est un « pondéreux » : les lignes sont trop coûteuses pour qu'il soit rentable d'expédier systématiquement cette forme d'énergie à de longues distances.

On a peine à croire que, tout cela, les autorités de Bruxelles ne le savait pas.

Mais, à défaut d'un marché du produit – l'électricité – c'est un marché du capital qui s'établit peu à peu pour partager la propriété des entreprises électriques. *Au sein de chaque pays* se créent ainsi des compétitions entre entreprises concurrentes – ce qui implique l'éclatement et la privatisation de tout ou partie des grands monopoles d'autrefois. De sorte que, sous le prétexte idyllique de créer un grand marché européen de l'électricité – ce qui était de son domaine – la Communauté européenne n'a abouti dans chaque pays qu'à une certaine restructuration des entreprises locales, à base de privatisation plus ou moins avancée – ce qui n'était pas de son ressort. Certains se réjouiront de ce détour, machiavélique ou imprévu. D'autres le regretteront, d'autant qu'on nous prépare de plus en plus souvent à l'idée que, dans les pays comme la France où le kWh était relativement bon marché comparé à l'étranger, les prix de l'électricité ne peuvent dorénavant que monter. Ce qui est malheureusement assez vraisemblable pour un produit comme l'électricité, rigoureusement non stockable, de qualité rigide et parfaitement inélastique à court terme : le coût de mise en œuvre de la concurrence a de bonnes chances d'excéder notablement les bénéfices à attendre de la compétition, du moins là où la gestion antérieure était tant soit peu efficace.

Tout cela se discute bien sûr, et je n'ai pas fait dans la nuance. Mais il faut avoir enseigné les mérites – certains – de l'économie de marché quand celle-ci était unanimement décriée, pour avoir aujourd'hui une claire conscience des cas où ces mérites s'effacent. Et il faut avoir vécu l'économie des différentes formes d'énergie pour prendre l'exacte mesure du caractère profondément atypique de l'électricité.

Où sont donc les experts compétents ? En colloque sans doute ...